

Restrictions salariales du secteur public—Loi

M. Regan: Monsieur l'Orateur, il y deux choses que je veux dire au député. D'abord, j'admire beaucoup le ministre du Travail. Il s'expliquera sans doute lui-même le moment venu. J'admiraits son dévouement envers les travailleurs canadiens bien avant qu'il ne soit nommé au cabinet et je suis au courant de tout ce qu'il a fait à cet égard au cours des années.

L'autre chose que je veux dire au député, c'est qu'il affirme que le programme bouleversera le travail des comités de médiation et de conciliation, mais qu'il devrait envisager le problème dans son ensemble et reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un programme permanent. Le bill prévoit un programme spécial de deux ans qui imposera des restrictions de 6 et de 5 p. 100. S'il examine le problème dans son ensemble, il reconnaîtra que le monde occidental traverse une crise extrêmement grave. L'inflation pose un très grave problème au Canada. Nous discutons maintenant d'un moyen d'aider tous les Canadiens à résoudre ce problème. Même si cela veut dire que nous devons nous mêler du processus de médiation pendant deux ans et si cela veut dire que nous devons réduire le traitement du député pendant la même période, nous devons accepter de tels changements et de tels sacrifices pour permettre au Canada de remporter la lutte contre l'inflation. Je demande au député d'y réfléchir.

L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton): Monsieur l'Orateur, c'est la deuxième fois pendant le débat sur le bill que j'ai l'honneur de prendre la parole après le secrétaire d'État (M. Regan). Je dis cela en toute sincérité et amabilité. Pendant le débat sur le bill C-124, je l'ai entendu parler de son optimisme et des sentiments qu'éveillait en lui la force innée du Canada. Je tiens à lui dire que je partage le même optimisme et le même sentiment pour la force innée de notre pays. Je crois que la plupart des Canadiens sont également de cet avis.

Cela dit, je crois que nous devons nous poser quelques questions. Quels ont été les progrès accomplis ces dernières années en vue de la réalisation de ces objectifs? Peut-on accuser les Américains, les Européens ou la météo de notre incapacité d'atteindre les objectifs, ou bien avons-nous laissé échapper certaines des possibilités illimitées dont parlait Laurier?

Peut-être est-ce dû à certaines politiques plutôt catastrophiques, à des politiques pour lesquelles le ministre n'est pas personnellement responsable puisque c'est seulement à cause de la défaite subie par son gouvernement il y a quelques années qu'il nous fait l'honneur de sa présence. Je ne dis pas cela méchamment. Je suis content qu'il soit venu ici.

Tout en réfléchissant aux changements qu'a connus notre pays et qui nous ont obligés à nous serrer la ceinture, je crois qu'on ne peut nier que pendant les quatorze dernières années, notre pays a été fort et riche, et qu'il a joui d'une stabilité à long terme dont il peut s'enorgueillir. Toutefois, pendant cette période, les Canadiens n'ont malheureusement pas eu un gouvernement digne de leur pays et de son potentiel. Voilà la source de nos problèmes.

Le ministre prétend que c'est l'opposition qui s'efforce de nuire à la réputation du gouvernement, mais je tiens à lui dire que nous n'avons pas eu beaucoup d'efforts à faire pour cela. Les députés d'en face estiment que nos efforts ont été vains.

Mais si les Canadiens croient que le gouvernement est mauvais, ce que je ne saurais nier, la faute en incombe entièrement aux dirigeants de notre pays. Ils ne peuvent jeter le blâme sur personne d'autre.

Lorsque le ministre déclare que le plus grand défi que doit relever le gouvernement est la crédibilité, il a raison. C'est en effet un grand défi. A titre de Canadien qui souhaite la prospérité de son pays, en qualité de député qui ne voudrait pas voir entrer dans son bureau des hommes et des femmes qui ne peuvent pas trouver d'emploi après avoir reçu une formation adéquate, à titre de Canadien qui ne veut pas rencontrer d'agriculteurs désespérés qui ont suivi les conseils du gouvernement pour s'apercevoir qu'ils avaient investi en pure perte, ni s'entretenir avec de petits commerçants qui essaient de survivre, je veux que le programme soit couronné de succès. Je veux que notre pays vienne à bout de ses difficultés. Nos gens veulent eux aussi que le Canada vienne à bout de ses difficultés. Si, comme je le pense, certains d'entre eux se regroupent autour de ce programme, ce n'est pas pour manifester leur appui au gouvernement. Ils désespèrent du gouvernement.

• (1620)

M. Darling: C'est en dépit du gouvernement.

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est en dépit du gouvernement et pour soutenir le Canada. Voilà pourquoi ils se regroupent. J'espère qu'ils continueront.

Je suis à la fois étonné, rassuré et enchanté de savoir que le secrétaire d'État est parfaitement au courant des problèmes de structure du Nouveau parti démocratique, car je me suis posé maintes questions au sujet de ce parti au cours du présent débat. Je dois dire aux députés néo-démocrates que si, comme je le pense, le secrétaire d'État a raison d'estimer que leur parti ne répond plus aux principales préoccupations des Canadiens, ils feraient mieux de reconsidérer très sérieusement leur attitude à l'égard de ce bill, car ils ont des obligations vis-à-vis non seulement de leurs propres mandants, mais aussi de tous les Canadiens. D'ici à la fin de ce débat, j'espère qu'ils changeront d'attitude et qu'ils reconnaîtront enfin que les Canadiens veulent qu'on agisse, non pas pour sauver le gouvernement, mais bien pour sauver le Canada.

Je voudrais attirer l'attention de mes collègues sur le sort que la Saskatchewan a réservé à un gouvernement néo-démocrate qui s'était écarté du droit chemin. Bon nombre de députés à ma gauche, et il en va de même pour ceux qui sont de la Colombie-Britannique, une fois retournés chez eux, en Saskatchewan auprès de leurs électeurs, qui sont de braves gens pleins de sagesse et de bon sens, devront admettre que lorsque le pays a eu besoin de leur appui, ils le lui ont refusé. L'ensemble de leur parti va s'en trouver marqué. Je leur souligne ce fait parce qu'ils vont devoir dire à ces citoyens raisonnables qui ont fait la preuve de leur force, de leur sagacité et de leur bon sens il y a peu de temps lors des élections qui ont eu lieu dans cette province, combien il est important que les forces vives du pays se rassemblent.